

Consommation

Faut-il craindre des rayons vides?

Les prix ne cessent d'augmenter. Et pas seulement ceux de l'énergie. Alors que certains rayons de supermarchés se vident, nous voilà confrontés aux premiers signes de pénuries. La mondialisation, qui assurait la variété et la disponibilité de produits considérés comme essentiels, a montré ses limites. Nos modes de consommation devront sans doute changer. Et si c'était aussi une opportunité?

Pas plus de deux bouteilles d'huile, pas plus de deux kilos de farine". Les consignes de la principale chaîne de grande distribution belge de cette fin mars rappelaient les rayons vidés du confinement de mars 2020. Drôle d'anniversaire. Pour la deuxième fois en deux ans, le citoyen-consommateur découvre que le confort qu'il tenait pour acquis depuis des décennies est friable. Fragile. Et cher. Le prix à payer n'est pas que pécuniaire. On voit toujours à quel point l'énergie, le gaz et le pétrole en particulier, revêt un coût politique élevé. Ainsi l'embargo sur le pétrole, le charbon et le gaz russe souhaité par la majeure partie de la communauté internationale se brise, en Europe, sur les écueils de ses implications. L'Allemagne l'a exclu, la France a annoncé qu'il n'en était pas question pour l'instant. Le président de l'Assemblée nationale française, Richard Ferrand, en campagne électorale pour Emmanuel Macron, a résumé la problématique: *"Nous ne sommes pas prêts parce que ce n'est pas possible"*...



Texte:
Gauthier
De Bock

Nous achetons à l'étranger pour 9 milliards d'euros de biens en plus que nous n'en vendons. C'est le prix de notre dépendance.

Belga Image

Ce qui est rare est cher...

La conjoncture actuelle provoque la raréfaction de certains produits. Avec, à la clef, augmentation des prix voire pénurie.

Les pâtes

La "pasta" est composée de blé dur. Or, les gros exportateurs de blé sont la Russie et l'Ukraine. Le paquet de pâtes pourrait ainsi rapidement coûter 10 à 20 % de plus.

Les chips

La Russie et l'Ukraine pourvoient ensemble à 70 % des besoins d'huile de tournesol dans le monde. Le manque induit d'huile de tournesol menace la production de frites et de chips. Les producteurs doivent désormais trouver des alternatives, mais cela prend du temps. En attendant, les prix montent.

La bière

Pour nos bières, pas de risque d'impact direct: les brasseries belges ne s'approvisionnent pas en orge auprès de la Russie ou de l'Ukraine. Mais un effet indirect sur les prix à plus long terme est probable.

Les fruits et légumes

La Russie compte parmi les principaux producteurs de potasse, un ingrédient de base de la plupart des engrais. La hausse du prix de ces derniers impactera la production des fruits et légumes.

→ Après des décennies de mondialisation, on redécouvre une évidence. Produire chez soi ce dont on a besoin permet de n'être dépendant de personne. Si ce n'est pas le cas, soit on est prêt à en payer le prix, soit on plonge son pays et ses habitants dans la pénurie. S'agissant de l'énergie, notre pays - tout comme l'UE - s'en est tenu à la première option. Et ce faisant, contribue à verser autour de 600 millions d'euros chaque jour à la Russie. L'énergie est donc chère mais disponible. Mais dans d'autres secteurs, devons-nous redouter, comme le suggèrent les déclarations du président américain à Bruxelles et les limitations de vente de certains produits dans les supermarchés, des restrictions voire des pénuries?

Nous ne sommes pas riches en minéraux

Pour obtenir un bon indice de l'autosuffisance d'un pays, il faut analyser sa balance commerciale. La nôtre est, pour 2021, négative de près de 9 milliards d'euros. On a donc importé 9 milliards d'euros de plus de biens que ce que nous avons exporté. Les statistiques de la Banque nationale détaillent 21 catégories de produits. On peut dès lors constater un peu plus finement ce que l'on produit en suffisance et ce qui nous fait défaut. Les "armes, muni-

tions, leurs parties et accessoires" affichent, sans surprise, un excédent de plus de 160 millions. Moitié moins pour les objets d'art et antiquités. Le textile affiche un déficit de 704 millions. Mais les gros déséquilibres se trouvent ailleurs. Notre pays est le plus performant en matière de fabrication de produits chimiques et de matières plastiques: excédent de 12 milliards pour l'un, de 9 milliards pour l'autre. À l'opposé, les biens accusant le plus grand déficit sont regroupés sous la classe "produits minéraux". Moins 17 milliards d'euros. Sans surprise, et en simplifiant, il s'agit essentiellement des produits liés aux énergies fossiles: hydrocarbures, charbons, gaz. Les deuxième et troisième plus grands déficits ont trait aux "machines et appareils" et au "matériel de transport": 12 milliards et 3 milliards. Tous ces chiffres recouvrent finalement la réalité énergétique et industrielle de notre pays. Et puis viennent deux données qui impactent directement notre vie quotidienne. "Produits du règne animal": 771 millions en bonus. Mais "graisses et huiles animales" en déficit de 650 millions et, surtout, "produits du règne végétal" à moins 3 milliards d'euros. Un écho aux "deux bouteilles d'huile et deux kilos de farine" de la grande distribution...

Plus de porcs que de quoi les nourrir

"On est surtout déficitaire en matière d'alimentation animale" explique le docteur Philippe Burny, professeur à la faculté d'agronomie de Gembloux en économie rurale, politiques et stratégies agro-alimentaires. "On importe beaucoup de céréales et d'aliments protéiques à destination de l'élevage. Ces importations passent principalement par les ports d'Anvers et de Gand, d'où la présence dans ces régions de nombreux centres de production porcine. Mais si on importe beaucoup de nourriture animale, on est grand exportateur de porcs, de volailles, d'œufs. Également de viande bovine et de lait et de produits laitiers." Mais ces excédents dépendent structurellement de l'importation de nourriture, la bonne santé de ce secteur n'est donc pas si éclatante.

"On est tellement obnubilé par les céréales pour nourrir les animaux d'élevage qu'on en oublierait une chose: on est encore plus déficitaire en céréales pour l'alimentation humaine. Et comme le prix des céréales pour l'élevage - et pour la production du biocarburant - est sensiblement similaire à celui du froment, il n'y a pas d'incitation pour notre agriculture à se tourner vers l'alimentation humaine. Ainsi, on importe ce qu'on appelle les "blés de force" d'Amérique du Nord pour la fabrication du pain ou de la biscuiterie." Cette sérieuse faiblesse est attestée par le dernier classement en date de la FAO, l'Organisation des

Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Si les trois pays les plus autosuffisants du monde sont l'Argentine, l'Uruguay et l'Australie, les trois derniers sont Haïti, la Belgique et la Norvège. Cette dépendance touche une grande partie de notre régime alimentaire - pain mais aussi, par voie de conséquence, viande, œufs et lait. Pourrait-elle être résorbable par nos partenaires de l'UE?

L'Europe à la rescousse?

"Je dirais que non. Beaucoup de céréales, certes françaises, sont importées via la Meuse. Mais nous dépendons aussi des États-Unis, du Canada, de l'Australie, du moins quand les conditions climatiques sont favorables. Et ces dernières années également, de la Russie et de l'Ukraine. Pour le froment et pour le maïs, c'est la même chose..." Le professeur Burny pointe que si la disponibilité en viande de la Belgique n'est pas directement menacée, elle est déjà impactée par la dépendance au fourrage. *"On commence à le constater. Même sur le marché du porc qui était très déprimé depuis très longtemps, une petite hausse apparaît. Car l'alimentation, en porc et volaille, ça représente 80 % des coûts. La raréfaction des ressources céréalières animales aura un rapide impact sur le prix de la viande, ça c'est clair."* Les céréales ne sont cependant pas les seules sources d'alimentation utilisées dans l'élevage. La deuxième classe d'aliments la plus importante est constituée de "tourteaux". Les tourteaux sont les résidus solides de l'extraction de l'huile des graines ou des fruits oléagineux, fortement protéinés.

Le bonheur, du pré au potager

"Le tourteau de soja est le plus utilisé chez nous. Mais il provient des États-Unis, du Brésil et d'Argentine. On en fait un peu dans la plaine du Pôo en Italie, dans le sud de la France. Il y a même eu des essais, ici, à Gembloux, dans les années 30. Mais ça n'a jamais pris." Les oléagineux - et donc également leurs tourteaux - ont pratiquement disparu d'Europe suite à la période coloniale. Il était plus rentable de les cultiver en Afrique ou en Asie. La décolonisation s'est accompagnée d'une toute petite renaissance chez nous, particulièrement du colza. Mais la majeure partie de la culture des oléagineux a été laissée aux États-Unis. *"Là aussi, nous sommes très déficitaires."* Les mauvaises nouvelles s'enchaînent: le bonheur n'est plus dans le pré...

"Pour tout ce qui est fruits et légumes, il n'y a pas de problème. À condition de considérer la Belgique dans son ensemble. En pommes de terre, en betteraves, donc en sucre... Bien entendu, on n'est pas autosuffisant en termes de fruits tropicaux, mais en termes de fruits tempérés, nous sommes un acteur important sur le marché international." Toutefois ce demi-sourire s'efface

"Soyons clair, il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'autosuffisance en Belgique."

un peu. En cause, la raréfaction et donc l'augmentation du prix des engrais. *"Il y a clairement, dès aujourd'hui, un problème d'approvisionnement en engrais azoté dont la Russie assurait 40 % des exportations mondiales. Par ailleurs, fabriquer de tels engrais nécessite beaucoup d'énergie, de plus en plus chère..."* Devant cet état des lieux fort peu réjouissant, comment reprendre la main?

Autosuffisance, vraiment?

"D'abord, soyons clair: il n'y a jamais eu d'âge d'or en matière de subsistance alimentaire." Pierre Leclercq est historien de l'alimentation, collaborateur scientifique de l'Université de Liège. *"En Belgique, on a été autosuffisant jusqu'il y a un siècle et demi. Mais c'était une autosuffisance contrainte: on n'avait pas vraiment le choix, on devait faire pousser tout sur un même territoire. Cette autosuffisance était également très relative: on était souvent en pénurie de l'un ou l'autre produit voire au bord de la famine. On a lâché ce système-là pour un système beaucoup plus rentable qui est celui des échanges. Ça a été un progrès phénoménal. Cela a permis de nourrir correctement toute une population. Au lieu de produire tout ce dont on a besoin sur un territoire, on est passé à une spécialisation de chaque région d'Europe et du monde dans ce qui y poussait le mieux. Mais on a multiplié les transports..."* Peut-être que dans les propos de l'historien, réside un début de solution. →





Limiter le bio et le biocarburant

“C'est certain qu'on doit prendre en compte le facteur du transport, réagit Philippe Burny. D'autant plus que cette donnée n'est pas neutre en termes de pollution environnementale. Mais la situation actuelle ferait plutôt s'interroger sur les orientations récentes de la PAC, la Politique agricole commune. Nous en sommes à 8 % des surfaces agricoles européennes consacrées à l'agriculture biologique. Et la PAC veut parvenir à 25 %... d'ici 2030! En Wallonie, c'est la surenchère: on veut parvenir à 30 %. L'agriculture bio est beaucoup moins productive que l'agriculture conventionnelle et demande beaucoup plus de travail. Tous les événements qui se succèdent - Covid et Ukraine - plus une demande à la hausse - population qui augmente et s'enrichit - créent une forte tension. Une tension pour moi qui est structurelle. Parce qu'en fait, on est sans doute rentré dans une période d'instabilité peu ou prou provoquée par la crise climatique. Donc, oui, il faut songer à changer ou modifier le modèle et ce, au niveau européen: la Belgique isolée n'a aucun sens ni aucune chance.”

Il faudrait selon le professeur cultiver des protéines pour entre autres produire des tourteaux. Et pour ce faire, utiliser les jachères - l'UE va d'ailleurs le permettre. Mais aussi remettre en question la production du biocarburant qui consomme, par exemple en Belgique, 30 % des céréales. Enfin, la culture bio étendue à 25 voire 30 % des terres agricoles semble être une option déjà d'un autre temps. *“Avec le pouvoir d'achat qui dégringole, les agriculteurs bio s'inquiètent de pouvoir encore trouver des clients pour leurs produits. En Wallonie, par exemple, on sait qu'il y a déjà beaucoup de viande bovine bio qui n'est pas valorisée comme telle. Elle est valorisée et présentée comme de la viande convention-*

nelle sans quoi elle ne se vendrait pas. Ça pose question. Plutôt que du bio, organiser une agriculture écologiquement intensive, c'est-à-dire productive mais respectueuse de l'environnement. Je crois également à "l'agriculture de précision" qui permet, grâce aux images satellites, aux capteurs et aux technologies, d'envoyer les quantités spécifiques d'azote selon les parcelles... Il y a des tas de techniques à disposition ou en développement qui permettraient d'augmenter les quantités produites.” Les changements que pourrait provoquer la guerre en Ukraine sont donc ceux-ci: l'utilisation des jachères, le ralentissement voire le recul du "bio" ainsi que la limitation de la production de carburant à partir de céréales.

Démondialisation, poulet-frites

Autre changement potentiel à venir: une démondialisation qui limiterait les échanges, les transports et finalement, les dépendances. *“Relocaliser dans l'UE une série d'activités agricoles me semble être également un changement souhaitable et possible. Pas 100 %, bien entendu, nos surfaces agricoles sont limitées. Mais ne plus trop dépendre de continents éloignés ou de régimes politiques instables et belliqueux. Réduire sa dépendance. Regardez, cette année: l'Argentine n'exporte plus suite à un problème de sécheresse. Il faut une marge de sécurité. C'est souhaitable pour des raisons économiques, stratégiques et environnementales. Pour limiter les transports et la pollution induite, pour se protéger des aléas de phénomènes climatiques mais également pour bénéficier d'une vertu intrinsèquement attachée à l'agriculture. En effet, si elle est accusée à raison de contribuer fortement à l'émission de gaz à effet de serre, l'une des caractéristiques de l'agriculture, c'est tout de même de fixer du CO₂.”*

Le dernier grand accord mondial en matière d'échanges date de 1994. C'étaient les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui célébraient la mondialisation. Leur modification n'est pas encore au programme. Mais on imagine mal que lors du G20 d'octobre prochain, une remise en question globale de la production agricole ne soit pas à l'ordre du jour. Les mois qui viennent, pour des pays comme l'Égypte qui dépendent presque exclusivement des exportations de blé russe ou ukrainien, risquent de mettre en avant, sur la scène médiatique mondiale, des épisodes de famine. *“Non, chez nous, nous pourrions nous nourrir. Mais s'il ne fallait compter que sur notre production belge, nos menus seraient monotones. Et tourneraient autour de la trinité poulet-frites-salade que nous produisons en suffisance. Par contre, nous pourrions oublier la bière. Nous ne produisons plus de quoi la brasser...”* ✖

LE TEST DE LA BALANCE COMMERCIALE

FAUDRAIT PENSER À IMPORTER MOINS!

